

Grande-Bretagne/Politique

May réconfortée par des soutiens de poids dans son gouvernement

AFP

Londres/Grande-Bretagne

Une bouffée d'oxygène pour une Première ministre jouant son avenir politique.

LA Première ministre britannique Theresa May a obtenu hier une bouffée d'oxygène dans sa défense acharnée du projet d'accord sur le Brexit, avec le soutien appuyé de deux poids lourds europhobes de son gouvernement au lendemain d'une cascade de défections.

L'influent ministre de l'Environnement Michael Gove, figure de proue de la campagne pro-Brexit, a dit avoir "absolument" confiance en elle. "J'espère bien continuer à travailler avec tous mes collègues du gouvernement et tous mes collègues au Parlement pour faire en sorte que nous obtenions le meilleur pour le Royaume-Uni", a ajouté le ministre, interrogé par des journalistes.

Le ministre du Commerce international Liam Fox a également volé au secours de Mme May, assurant qu'il avait lui aussi "pleinement confiance" en elle, lors d'une conférence à Bristol, et estimant que le pays avait désormais "besoin de stabilité".

Ces déclarations ont permis à la livre de regagner quelques couleurs après sa chute de jeudi.

Les médias britanniques présentaient M. Gove comme un candidat au départ, après la démission jeudi de quatre membres du gouvernement, dont le ministre du Brexit Dominic

Raab, inquiets notamment du sort particulier réservé à la province britannique d'Irlande du Nord après la sortie de l'UE dans le compromis de divorce conclu par Londres avec l'Union européenne en début de semaine.

L'autorité de Theresa May a été durement ébranlée par ces défections qui ont ponctué une journée tumultueuse, également marquée par la menace d'un vote de défiance de députés de son propre camp, partisans d'une rupture nette avec l'UE.

Jacob Rees-Mogg, dirigeant du groupe parlementaire eurosceptique European Research Group (ERG), a lancé la manœuvre, l'accusant d'avoir trahi les promesses faites au peuple britannique sur le retrait de l'UE.

Il a déjà rallié au moins 22 députés tories, mais le compte n'y est pas : l'appui de 48 d'entre eux, soit 15% du groupe conservateur à la chambre des Communes, est en effet requis pour organiser un tel vote de défiance. Il faudrait ensuite qu'une majorité de députés conservateurs votent contre Theresa May.

David Lidington, le numéro deux du gouvernement, a estimé que Theresa May remporterait un vote de confiance "haut la main".

OPERATION DE CHARME. Entre-temps, la cheffe de l'exécutif a lancé une opération de charme envers les Britanniques pour les convaincre des bienfaits du projet d'accord, répondant aux questions des auditeurs de la radio LBC tôt hier matin. Pendant une demi-heure,



Photo : AFP

Le soutien de deux membres de poids de son gouvernement apporte une bouffée d'oxygène à la Première ministre Theresa May (sortant ici de sa résidence du 10 Downing Street).

elle a adopté un ton presque enjoué, assurant à l'un d'eux, qui l'appelait à démissionner, que le texte permettrait au Royaume-Uni de redevenir maître de son avenir.

Theresa May avait déjà défendu bec et ongles le projet d'accord avec l'UE devant les députés la veille, faisant planer la menace d'un retour en arrière sur le Brexit, prévu le 29 mars 2019, si elle n'obtenait pas de soutien au Parlement. Pendant trois heures, elle a affronté des députés vent debout contre l'accord : les

Brexiters craignent que le Royaume-Uni reste trop étroitement amarré à l'UE, tandis que les europhiles estiment plus bénéfique de rester au sein du bloc européen et réclament un second référendum.

Des députés de divers bords lui ont déclaré qu'il n'y avait aucune chance que le plan obtienne leur aval en décembre, mais Mme May a rejeté les appels à la démission.

"J'ai moi-même des inquiétudes", a admis Mme May sur LBC. Mais dans toute négociation, il faut faire

des "compromis".

RENEGOCIATION "A LA MARGE" • Ses propos n'ont pas convaincu le petit parti unioniste nord-irlandais DUP, dont les dix députés lui sont indispensables pour avoir une majorité absolue, et qui entend s'opposer au projet d'accord. Le Daily Telegraph croit savoir que le DUP se considérera comme délié de son accord politique avec le Parti conservateur, sauf si Mme May est remplacée par un autre dirigeant. Mais Theresa May a assuré hier qu'elle continuait de travailler avec le DUP, sans toutefois pouvoir garantir son soutien.

Pour le ministre français des Finances Bruno Le Maire, les Brexiters ont désormais le choix entre "le reniement de leur promesse politique absurde ou le désastre économique".

Comme la chancelière allemande Angela Merkel, l'Élysée a de son côté exclu toute renégociation de l'accord conclu entre Londres et le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier. Mais la présidence française n'exclut pas "certains amendements à la marge".

Le point le plus controversé du projet d'accord de 585 pages réside dans le "filet de sécurité" prévoyant le maintien de l'ensemble du Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE ainsi qu'un alignement réglementaire plus poussé pour l'Irlande du Nord, si aucun accord sur la future relation entre Bruxelles et Londres n'était conclu à l'issue d'une période de transition de 21 mois après le Brexit et prolongeable une fois.

Etats-Unis/Politique

Un juge ordonne à la Maison Blanche de rétablir l'accès à un journaliste de CNN

AFP

Washington/États-Unis

UN juge fédéral à Washington a ordonné hier à la Maison Blanche de restaurer l'accréditation d'un journaliste de CNN qui avait été privé d'accès à la présidence des États-Unis après un échange houleux avec Donald Trump.

Cette décision à effet temporaire est une victoire pour la chaîne d'information en continu et son journaliste vedette, Jim Acosta, qui avait perdu le précieux sésame le 7 novembre après une conférence de presse tendue où il avait un temps refusé de

rendre son micro, relançant avec insistance le président Trump qui refusait de répondre à une question sur sa politique migratoire.

"J'ordonne (à la Maison Blanche) de rétablir immédiatement l'accréditation de M. Acosta", a déclaré le juge Timothy Kelly.

CNN avait déposé plainte en se fondant sur le Premier amendement de la Constitution américaine, qui protège la liberté d'expression.

Le juge Kelly a précisé qu'il ne s'était pas prononcé sur le fond, se contentant de prendre une injonction d'urgence. "Je veux insister sur le fait que je n'ai pas tranché la question d'une violation



Photo : AFP

Grâce à la décision d'un juge, le journaliste vedette de CNN Jim Acosta va pouvoir récupérer, au moins temporairement, son accréditation à la Maison Blanche.

du Premier amendement", a dit le magistrat. Les défenseurs du droit de la presse ont toutefois immédiatement manifesté leur satisfaction.

Au reste, la Maison Blanche a annoncé dans la foulée qu'elle rendrait "temporairement" son accréditation au journaliste Jim Acosta.

"Aujourd'hui, la justice a clairement indiqué qu'il n'existe pas un droit absolu à accéder à la Maison Blanche lié au Premier amendement (de la constitution)", a indiqué Sarah Sanders, porte-parole de la Maison Blanche. "En réponse au tribunal, nous restaurerons temporairement l'accréditation du journaliste. Nous allons aussi mettre en place des règles et des procédures pour nous assurer que les conférences de presse se déroulent à l'avenir de façon ordonnée et équilibrée", a-t-elle ajouté.

"Il faut observer un certain décorum à la Maison Blanche", a-t-elle conclu.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Violences.** Au moins 7 morts dont un prêtre dans le centre

Au moins sept personnes, dont un prêtre, ont été tués jeudi à Alindao, dans le centre de la Centrafrique où se sont déroulés des combats meurtriers entre groupes armés, ont indiqué hier des sources onusienne et religieuse.

• **Nigeria/Justice. Deux anciens gouverneurs condamnés pour corruption en appel**

Deux anciens gouverneurs nigériens ont été condamnés en appel hier à douze et dix ans de prison pour corruption, des peines quelque peu revues à la baisse, pour le détournement de millions de dollars de fonds publics.

• **RD Congo/Manifestation. Mort de deux étudiants atteints par des balles de la police**

Deux étudiants congolais sont morts cette semaine après avoir été blessés par des tirs de la police pendant des manifestations sur le campus de l'Université de Kinshasa, ont déclaré hier les autorités.

A travers le monde

• **Israël/Politique. Elections anticipées : le démenti du parti de Netanyahu**

Le parti du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a démenti hier que ce dernier se préparait à appeler à des élections anticipées comme l'a affirmé une source proche de la coalition gouvernementale.

• **République Tchèque/Politique. Le Premier ministre exclut toute démission**



Photo : AFP

Le chef du gouvernement tchèque, le milliardaire Andrej Babis, accusé d'avoir détourné des fonds européens et envoyé son fils en Crimée pour l'écarter de l'enquête sur cette affaire, a affirmé hier qu'il ne "démissionnerait jamais" de son poste.

• **Syrie/Conflit. Neuf combattants du régime tués près d'Idleb**

Neuf combattants du régime de Damas ont été tués dans un assaut jihadiste contre leurs positions près de la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, où une "zone démilitarisée" est pourtant prévue, a rapporté hier une ONG.